

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 31/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DU BASSIN RHONALPIN**

La Tour Millery  
CS 44567  
69390 Vernaizon

Références : UID4243-MEA-024-0289  
Code AIOT : 0006101149

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement CARRIERES DU BASSIN RHONALPIN implanté Clavellières 42260 Bully. L'inspection a été annoncée le 07/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

CARRIERES CONCASSAGE ROANNAIS (CCR) est une carrière de roches dures. Le matériau produit par la carrière est du tuf volcanique à structure porphyrique permettant la fabrication de granulats de bonne qualité utilisables pour les travaux routiers et autoroutiers ainsi que pour le plupart des travaux publics. En particulier, cette carrière permet la fabrication de sables pour enrobés et pour béton. Cette carrière a été autorisée par arrêté du 19 juin 2001 pour une durée de 30 ans et sur une superficie totale d'environ 17,2 ha. Cette autorisation a été modifiée par arrêté du 19 mai 2011 concernant les conditions d'exploitation et de remise en état.

Une demande de renouvellement et extension pour une durée de 30 ans est actuellement en cours d'instruction.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DU BASSIN RHONALPIN
- Clavellières 42260 Bully
- Code AIOT : 0006101149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roches massives extrayant du matériau pour la fabrication de granulats et de sables pour enrobés et bétons

**Thèmes de l'inspection :**

- Conditions d'exploitation
- Poussière
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 2	Sans objet
2	Conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 19/05/2011, article 3	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 7.3	Sans objet
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 7.8	Sans objet
5	Eau	Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 10.2-1	Sans objet
6	Eau	Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 10.2-2	Sans objet
7	Poussière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
8	Poussière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Carrières du Bassin Rhonalpin exploite la carrière conformément aux conditions définies dans son arrêté d'autorisation. Les quelques points d'amélioration, sur le phasage notamment, ont bien été pris en compte dans la demande de renouvellement/extension déposée par l'exploitant en 2024. La surveillance des poussières est faite correctement et n'appelle pas de suites. La gestion des eaux peut être améliorée et sera facilitée par la création d'un bassin permanent prévu dans la nouvelle demande d'autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Volume activité,
<b>Prescription contrôlée :</b>  La présente demande d'autorisation vaut pour une exploitation de roches dures (tufs communs) [...].  Les réserves estimées exploitables sont de 8,5 MT environ, la production maximale autorisée de 300 000 tonnes pour une production moyenne de 250 000 tonnes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué lors de l'inspection avoir une production de 250 000 tonnes par an conformément à l'AP de 2011.  La production de la carrière est principalement à destination de centrales à béton et à la fabrication d'enrobés, ce qui nécessite 2 chaînes de traitement séparées sur le site. Le marché de l'enrobé est en recul et celui du béton reste stable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/05/2011, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans le dossier d'actualisation du 17 août 2009.  La remise en état se fera dans la mesure des possibilités au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que l'exploitation se déroulait conformément à la méthode et au phasage définis dans le dossier d'actualisation de 2009, avec un léger retard de phasage. L'exploitation abandonne progressivement la partie est de la carrière et progresse sur les fronts orientés nord-ouest. La remise en état se fait bien en parallèle de l'avancée de l'exploitation avec le talutage et la végétalisation des fronts orientés sud-ouest, la végétalisation et création de contrefronts rocheux sur les fronts sud-est, puis la végétalisation des fronts orientés nord-ouest présentant un fort impact paysager, au fur et à mesure du remblaiement.  CBR a déposé un dossier de demande d'autorisation pour la prolongation/extension de cette carrière qui propose un nouveau phasage corrigeant le retard de phasage et une remise en état progressive en cohérence avec celle réalisée actuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conditions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Hauteur exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 537 m pour une épaisseur d'extraction maximale de 65 mètres.  L'exploitation se déroulera par gradins successifs de 15 mètres de hauteur maximum séparés par une risberme de 10 mètres.
<b>Constats :</b>  L'exploitation est conforme aux prescriptions de l'arrêté, avec une côte minimale au niveau du carreau d'exploitation à 537 m et une hauteur maximale d'extraction à une altitude de 600 m environ, soit 63 mètres d'épaisseur.  Il a été constaté que la hauteur des gradins d'exploitation est bien inférieure à 15 m. L'exploitant doit poursuivre ses efforts pour avoir des risbermes assez larges et nettoyées de tout gravat.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conditions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 7.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;</li><li>• les bords de fouille ;</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>• les zones remises en état ;</li><li>• des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.</li></ul> Sur ce plan, sera inscrite la surface restant à exploiter. Dans la première semaine du mois de janvier de chaque année, ce plan, certifié et signé par l'exploitant, sera adressé au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.
<b>Constats :</b>  Les plans d'exploitations des années 2021, 2022 et 2023 n'avaient pas été transmis par l'exploitant. Lors de l'inspection, le plan de l'année 2023 a été fourni.  Ce plan manque de clarté pour indiquer les zones de découvertes et celles remises en état. Il

manque l'échelle associée.
Les plans des années 2021 et 2022 ont par la suite été transmis par courrier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit veiller à la clarté de ses futurs plans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 10.2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets d'eaux de procédé et lavage des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
<b>Constats :</b>  Les eaux de lavage des matériaux sont recueillies dans un bassin de rétention puis dans des bassins de décantation avant d'être recyclées, le site fonctionnant ainsi en circuit fermé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2001, article 10.2-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces eaux seront dirigées vers les bassins de décantation comme indiqué dans l'étude d'impact.  Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>• la température est inférieure à 30°C ;</li> <li>• les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;</li> <li>• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;</li> <li>• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).</li> </ul> Une fois par an, des mesures de pH et MES seront effectuées en sortie du bassin de décantation

dont les résultats seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des ICPE.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les rejets en sortie de carrière étaient assez rares ce qui complique la réalisation de prélèvements</p> <p>L'exploitant a transmis lors de l'inspection un rapport d'analyse des eaux de rejets à partir d'une campagne réalisée en avril 2024 par un prestataire extérieur. Les mesures ont été prises dans le bassin de décantation susceptible de surverse lors d'évènement pluvieux intenses.</p> <p>L'ensemble des prescriptions sont respectées (pH de 7,2 et 12 mg/L de MES notamment).</p> <p>Des écoulements extérieurs de petite ampleur peuvent avoir lieu ponctuellement le long de l'entrée principale du site puis dans le fossé de bordure du site sans passer par ce bassin de décantation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la représentativité des mesures effectuées en s'assurant notamment que l'ensemble des rejets soient concernés par cette mesure et garder autant que possible un point fixe de mesure lors des analyses suivantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Poussière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection le plan de surveillance des poussières a pu être consulté, présentant bien une station témoin, une station au niveau des habitations les plus proches sous vent dominant, et des stations implantées en limite de site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées de poussière
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a été en mesure de transmettre le bilan des mesures de poussières pour les 5 dernières années. Les campagnes de mesures sont réalisées de manière semestrielle, la dernière campagne de mesures ayant eu lieu de mai à juin 2024.</p> <p>Sur les 5 dernières années, hormis la campagne de juillet 2019 sur laquelle les appareils ont manifestement dysfonctionné, un seul dépassement a été observé en limite de propriété au point C2, que l'exploitant justifie par une importante activité temporaire à proximité de ce point (déplacement de terres de découverte).</p> <p>Aucun dépassement du seuil de la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante n'est à signaler.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite